

20231110 Tribune de Lyon

<https://tribunedelyon.fr/politique/lyon-3e-marie-charlotte-garin-une-nuit-dans-une-ecole-occupee-pour-faire-la-guerre-a-lindifference/>

Lyon 3e. Marie-Charlotte Garin, une nuit dans une école occupée pour « faire la guerre à l'indifférence »

[Rodolphe Koller](#) - 10 novembre 2023

La députée écologiste lyonnaise Marie-Charlotte Garin a passé la nuit dans une école du 3e arrondissement de Lyon jeudi 9 novembre, avec le soutien de la mairie, afin d'alerter face au manque de places d'hébergement d'urgence.



La députée Marie-Charlotte Garin entourée d'élus et militants devant l'école Mazenod (Lyon 3e) jeudi 9 novembre. © Rodolphe Koller

Il était 7h45 ce vendredi 10 novembre lorsque la députée de la 3^e circonscription du Rhône [Marie-Charlotte Garin](#) (Les Écologistes) a quitté le gymnase de l'école Mazenod (Lyon 3^e). Elle vient d'y passer la nuit sur un tapis de sol avec une famille de trois jeunes enfants sans solution d'hébergement, condamnée à dormir à la rue. « *D'habitude ce sont des parents d'élèves ou des enseignants qui se mobilisent pour rester dormir avec ces familles, s'occuper de la logistique, prévoir des draps propres, de quoi manger* », glisse-t-on dans son entourage.

« L'impression d'être face à un puits sans fond »

À en juger par le nombre de journalistes présents, l'opération de communication a été une réussite. Si le maire LR du 2^e arrondissement de Lyon avait exhorté Grégory Doucet (Les Écologistes) à « *prendre toutes les dispositions pour empêcher la mise en œuvre de cette initiative* », ce sont finalement plusieurs élus de la majorité qui sont venus soutenir la démarche et les nombreux acteurs mobilisés, associations, travailleurs sociaux, militants, enseignants et simples parents d'élèves solidaires.

Lire aussi sur Tribune de Lyon : [L'école Michel Servet héberge des enfants mal logés](#)

Il ne s'agit pourtant que d'un effet loupe ponctuel sur un problème structurel. « Depuis 2014, nous avons procédé à 150 occupations d'école et mis près d'un millier d'enfants à l'abri, rappelle ainsi Juliette Murtin du collectif Jamais sans toit. Ce soir, 311 enfants se retrouvent sans hébergement dans la métropole et neuf établissements sont occupés ». À côté d'elle, Raphaël Vulliez complète : « Il n'y a jamais eu autant d'enfants à la rue, on a l'impression d'être face à un puits sans fond. Mais de simples citoyens n'ont pas à pallier l'incurie des acteurs publics ». « Faire cours après avoir dormi dans ces conditions, ça vous tue la semaine », souffle une enseignante régulièrement mobilisée sur ce genre d'actions.

« Les solutions sont à portée de choix politique »

Et quand le découragement pointe, « ce serait pire sans nous » se réconfortent les militants, pour beaucoup le visage marqué, cerné. « Ce "mieux que rien", c'est le pansement de la honte, ne décolère par Maude Bigot, présidente de la Fédération nationale des Samus sociaux. La honte de savoir que les solutions existent et qu'elles sont à portée de choix politique. Il existe 53 000 logements vacants dans la métropole, avec 10 % d'entre eux, on met toutes ces personnes à l'abri. »

Le choix politique d'ouvrir ses écoles, [Sandrine Runel](#) (PS), adjointe au maire de Lyon en charge des Solidarité, l'assume : « La Ville accompagne ces occupations, assure-t-elle sous le regard approbateur de l'adjointe à l'Éducation, Stéphanie Léger (PS). Depuis le début du mandat, nous avons créé 350 places alors que ce n'est pas notre compétence. » C'était l'un des slogans de campagne de Grégory Doucet : « Zéro enfant à la rue ». Promesse apparaissant aujourd'hui impossible à tenir au regard des besoins. Même si dans le cadre de [son bilan de mi-mandat](#), le maire de Lyon rappelait lundi avoir ouvert ces derniers mois un restaurant social, des bains douches et une laverie solidaire.

« La fuite en avant n'est jamais une bonne solution »

Sandrine Runel, elle, accuse : « On va arrêter de dire que la Préfecture ne répond pas, elle dit non. On se demande si l'État n'attend pas qu'un enfant meure de froid pour réagir ». « On vous répondra que l'État met des moyens inédits, qu'il n'a jamais autant faits, et c'est vrai, prolonge Marie-Charlotte Garin. Mais à crise inédite, moyens inédits, et ça n'est pas fait », constate la députée, appelant à « faire la guerre à l'indifférence. »

Un amendement au projet de loi de finances déposé la veille par la députée écologiste prévoyant la création de 10 000 places d'hébergement avait d'abord reçu un avis positif en commission avant d'être balayé par l'utilisation du 49.3 par la Première ministre Élisabeth Borne. De quoi faire enrager la parlementaire : « Ce gouvernement a été capable de sortir un quoi qu'il en coûte », fulmine-t-elle. Invitée le soir même chez nos confrères de [BFM Lyon](#), la préfète du Rhône Fabienne Buccio s'est refusée à commenter la démarche, tout en assumant sa position de ne pas ouvrir de nouvelles places d'hébergement d'urgence : « La fuite en avant n'est jamais une bonne solution », a-t-elle estimé.

Aides au retour et constructions de logements sociaux

La Préfecture rappelle que 22 000 places d'hébergement sont financées par l'État dans le Rhône et la Métropole de Lyon, deux fois plus qu'il y a dix ans. « Il ne faut pas créer des places mais libérer des places, explique la préfète. Les personnes mises à l'abri n'ont pas vocation à rester durablement dans des dispositifs qui ne sont pas faits pour, puisque par

définition il s'agit d'hébergement d'urgence. Il faut donc voir le système comme une chaîne. Une place qui se libère profite immédiatement au prochain. »

Fabienne Buccio a ainsi reçu les cinq principaux opérateurs de l'hébergement d'urgence cet automne afin de leur présenter sa feuille de route, consistant à proposer davantage d'aides au retour volontaire aux étrangers, et à renforcer le logement adapté. C'est notamment pour cela que la Préfecture s'apprête à [reprendre la compétence urbanisme](#) de neuf communes, dont cinq de la Métropole de Lyon, qui ne respectaient pas leurs obligations en matière de construction de logement social.

Insuffisant pour les collectifs qui appellent à un rassemblement devant la préfecture lundi 20 novembre à l'occasion de la journée internationale des Droits de l'enfant, et demandent à être reçus.